

L'ENSEIGNEMENT POSTSECONDAIRE AU CANADA Un bilan positif – Un avenir incertain



L'ENSEIGNEMENT POSTSECONDAIRE AU CANADA

Le Conseil canadien sur l'apprentissage est un organisme indépendant à but non lucratif financé en vertu d'une entente avec Ressources humaines et Développement social Canada. Il a pour mission de favoriser et de soutenir les décisions fondées sur des éléments objectifs au sujet de l'apprentissage à tous les stades de la vie, depuis la petite enfance jusqu'au troisième âge.

POUR DE PLUS AMPLES RENSEIGNEMENTS

La présente brochure offre un bref aperçu du rapport du Conseil canadien sur l'apprentissage intitulé « **L'enseignement postsecondaire au Canada : Un bilan positif – Un avenir incertain** ».

Pour plus d'information sur ce rapport, ou pour télécharger la version intégrale, veuillez visiter : www.ccl-cca.ca/ep.

Pour toutes questions ou commentaires au sujet du rapport, ou à propos des activités du Conseil canadien sur l'apprentissage, veuillez nous faire parvenir un courriel à info@ccl-cca.ca.

www.ccl-cca.ca

Bureau d'Ottawa

215-50, rue O'Connor
Ottawa ON Canada
K1P 6L2

Tél. : 613.782.2959
Télec. : 613.782.2956

Bureau de Vancouver

1805-701, rue Georgia Ouest
P.O. Box 10132
Vancouver BC Canada V7Y 1C6

Tél. : 604.662.3101
Télec. : 604.662.3168

APERÇU

Le Canada a un bilan solide en éducation et en formation postsecondaire. Le taux d'inscription et de diplomation est monté en flèche depuis les années 1940, lorsque 4 % seulement des Canadiens faisaient des études supérieures. Aujourd'hui, 44% de la population possèdent un diplôme d'études postsecondaires, ce qui classe notre pays au deuxième rang dans le monde.

Ce bilan exceptionnel se traduit par un niveau et une qualité de vie élevés pour les Canadiens. L'éducation et la formation jouent un rôle clé en matière de création d'emplois, de prospérité, d'inclusion et de cohésion sociale. Outre le revenu supérieur—un million de dollars de plus au cours de la vie—il existe une forte corrélation entre l'enseignement postsecondaire (EP) et une propension au bénévolat et aux dons de bienfaisance, un recours moindre au régime de soins de santé et à l'aide sociale ainsi qu'un taux plus faible de criminalité.

Bien que plus de 40 % des Canadiens ont fait des études postsecondaires, jusqu'à 70 % des emplois nouveaux et de substitution exigent aujourd'hui un diplôme postsecondaire. Ce fossé s'élargira à mesure que les compétences nécessaires augmenteront et que la croissance démographique se ralentira.

Une autre source d'inquiétude : l'accès de la population aux possibilités d'apprentissage est inégal. Les chances de faire des études postsecondaires découlent directement de la situation financière et géographique de chacun. Les membres de groupes sous-représentés, en particulier les Canadiens d'origine autochtone, continuent d'être forcés de surmonter des obstacles substantiels pour faire des études supérieures.

De plus, le nombre d'étudiants postsecondaires augmente. Cette hausse de la demande de places et de ressources exerce une pression sur les infrastructures institutionnelles actuelles. Le maintien en poste des professeurs qualifiés nécessaires constitue également un enjeu de taille car, comme la plupart des travailleurs canadiens plus âgés, beaucoup s'appêtent à prendre leur retraite.

La plupart des pays développés doivent affronter des défis similaires, ce qui les a amené à adopter des stratégies agressives envers l'EP pour favoriser leurs intérêts nationaux. Ces pays remettent un plus grand nombre de doctorats et investissent des sommes plus élevées en recherche et développement (R-D), source principale d'innovation dans le monde d'aujourd'hui axé sur l'information et la technologie.

Les premiers ministres provinciaux, par l'entremise du Conseil de la Fédération, ont reconnu le caractère prioritaire de l'EP et la nécessité de prendre des mesures à l'échelle du pays à son égard, position qu'appuie entièrement le **Conseil canadien sur l'apprentissage**. Si le Canada désire réellement améliorer l'éducation de sa population afin de stimuler la croissance économique, de renforcer ses collectivités et de resserrer sa cohésion sociale, il doit adopter une approche stratégique, coordonnée et pancanadienne pour garantir un EP abordable, accessible, flexible et d'excellente qualité, sans quoi le Canada risque de prendre du retard dans un contexte mondial à forte concurrence.

CONSTATATIONS CLÉS

L'enseignement postsecondaire au Canada : Un bilan positif – Un avenir incertain est la toute première vue d'ensemble de l'EP, résultant d'une enquête approfondie réalisée par le **Conseil canadien sur l'apprentissage**. Le rapport s'appuie sur la recherche d'un grand nombre d'intéressés, de ministères et d'organismes fédéraux et provinciaux, de même que de l'Organisation de coopération et de développement économiques (OCDE), de l'Australie, des États-Unis et de l'Union européenne.

Le document indiquera aux Canadiens dans quelle mesure l'enseignement postsecondaire du pays répond aux besoins et aux attentes socio-économiques et s'adapte à un environnement mondial en évolution rapide. Il montrera aussi comment l'orientation du Canada en matière d'EP se compare à celle d'autres grands pays industrialisés.

Voici quelques-unes de ses principales constatations.

- Un enseignement postsecondaire abordable, accessible, flexible et d'excellente qualité est essentiel pour permettre au Canada d'atteindre ses objectifs socioéconomiques au XXI^e siècle.
- Le ralentissement de la croissance de la population active combiné à une demande accrue de travailleurs compétents, polyvalents et flexibles entraînera une pénurie dans des secteurs clés, pénurie que l'immigration seule ne saura combler. La demande de main-d'oeuvre dépassera l'offre dès 2016, ce qui nuira à la productivité et à la compétitivité du Canada.
- L'intensité globale de la recherche et développement (R-D) au Canada continue de le classer 15^e parmi les 30 pays membres de l'OCDE. Les établissements postsecondaires canadiens assument un rôle beaucoup plus important en R-D que ceux d'autres pays, et sont presque la seule source de R-D dans la plupart des provinces.
- L'accès à l'EP et les avantages qu'elle procure ne sont pas répartis également parmi tous les Canadiens.
- Deux adultes sur cinq, soit neuf millions de Canadiens, ont un niveau de littératie inférieur au minimum nécessaire pour assurer leur succès dans l'économie et la société modernes. D'après les prévisions relatives au marché du travail, nous verrons un excédent de postulants dans les catégories d'emploi où une formation postsecondaire n'est pas nécessaire, surtout dans ceux pour lesquels une formation en cours d'emploi suffit.
- Au Canada, il existe un besoin criant d'éducation et de formation liées à l'emploi.
- Le secteur de l'enseignement postsecondaire demeure conçu pour répondre surtout aux besoins d'apprenants traditionnels plus jeunes, et néglige l'acquisition du savoir tout au long de la vie, essentielle pour de nombreux adultes.
- La plupart des grands pays industrialisés cherchent à surmonter leurs obstacles en matière d'EP en élaborant des stratégies nationales et en mettant en oeuvre d'importantes réformes pour s'assurer que leurs systèmes répondent à la fois aux besoins nationaux et aux réalités mondiales.
- Le Canada n'a aucun mécanisme national lui permettant de garantir la cohésion, la coordination et l'efficacité relativement aux priorités que sont la qualité, la mobilité, l'accessibilité et la flexibilité.
- Les données nécessaires pour évaluer le rendement et les progrès du Canada sont incomplètes et fragmentées, sont actualisées selon des échanciers différents et font appel à des définitions différentes. Il est essentiel de combler ces lacunes pour mieux comprendre les défis et les possibilités que présente l'EP au XXI^e siècle et pour intervenir de manière appropriée.

LES OBJECTIFS DE L'EP AU CANADA

En se fondant sur des études et des travaux de recherche réalisés en EP ainsi que sur les positions officielles adoptées par des gouvernements à ce sujet, le **Conseil canadien sur l'apprentissage (CCA)** s'est efforcé de tirer parti du travail effectué par les provinces et les territoires pour dégager une perspective nationale sur le rendement et les progrès de l'enseignement postsecondaire au Canada. Le CCA a retenu huit objectifs communs aux plans provinciaux et territoriaux relativement à l'EP, qui serviront de point de départ pour un dialogue national :

1. Une main-d'oeuvre compétente et polyvalente capable de répondre aux besoins en ressources humaines du Canada;
2. Une capacité d'innovation, de création du savoir et de transfert des connaissances;
3. Une population active et en bonne santé;
4. Une EP et une formation de qualité;
5. L'accès à l'EP pour tous les Canadiens;
6. La participation et la réussite des groupes sous-représentés;
7. L'acquisition du savoir tout au long de la vie;
8. Une EP et une formation abordables et durables.

UNE MAIN-D'OEUVRE COMPÉTENTE ET POLYVALENTE

L'EP joue un rôle essentiel dans la formation du capital humain, lui-même essentiel à la croissance économique. Le bilan du Canada en matière d'éducation et de formation au niveau postsecondaire est très positif; toutefois, les tendances démographiques et l'évolution du marché du travail exigent que l'on se penche de toute urgence sur l'importance, la distribution et la qualité du développement du capital humain.

Le départ massif imminent des baby boomers qui prendront leur retraite et leur remplacement par des travailleurs plus jeunes et moins nombreux exacerberont le manque de main-d'oeuvre qui limite déjà la croissance économique dans bien des secteurs. Les employeurs font état d'une pénurie dans de nombreux domaines, y compris dans ceux de l'ingénierie, des professions de la santé et de la technologie de pointe, mais d'abord et avant tout dans les métiers, résultat à la fois du vieillissement de la population et de l'absence de nouveaux apprentis. L'offre insuffisante de travailleurs qualifiés risque de compromettre—et, dans le secteur des ressources, compromet déjà—la croissance économique.

Bien que les immigrants jouent un rôle essentiel dans la main-d'oeuvre canadienne, leur nombre ne suffira pas à répondre à la demande du marché du travail canadien. Afin d'assurer une provision constante de travailleurs qualifiés, nous devons impérativement perfectionner et utiliser à bon escient l'apport de tous les travailleurs potentiels, quel que soit leur situation professionnelle ou leur niveau de scolarisation et de littératie actuels.

Huit des 10 occupations où la croissance de l'emploi a été la plus élevée au Canada entre 1990 et 2003 exigeaient une formation postsecondaire; en comparaison, à peine 6 % environ des postes à pourvoir visaient des travailleurs sans diplôme d'études secondaires.

Défis :

- Importante insuffisance de diplômés postsecondaires d'ici à 2013;
- Pénuries actuelles et prévues de main-d'oeuvre dans certains métiers hautement spécialisés;
- Incapacité pour l'immigration, à elle seule, de résorber les pénuries;
- Nécessité de maximiser le potentiel humain déjà présent au Canada;
- Besoin de données plus complètes sur l'offre et la demande du marché du travail et sur le rôle que peut jouer l'EP dans la promotion de l'intérêt national.

INNOVATION, CRÉATION DU SAVOIR ET TRANSFERT DES CONNAISSANCES

La création et l'application de nouvelles connaissances sont essentielles à la compétitivité du secteur privé. Elles sont également d'une importance capitale pour les gouvernements, qui ont besoin d'une base de connaissances solide pour protéger l'intérêt public et pour adopter une réglementation bien conçue ainsi que des politiques publiques qui répondent aux attentes de la population. Pour les Canadiens, l'innovation produit un meilleur niveau de vie, des revenus plus élevés et des emplois plus satisfaisants, en plus d'améliorer leur qualité de vie de façon substantielle.

En 2001, des inquiétudes concernant le rendement du Canada en matière d'innovation ont incité les gouvernements fédéral et provinciaux à concerner leurs efforts afin que l'intensité de la recherche menée au Canada le fasse passer du 15^e rang à un des cinq premiers rangs des pays de l'OCDE. Un plan de R-D ambitieux a été mis en oeuvre grâce à de nombreuses initiatives stratégiques et une variété de programmes. Pourtant, bien qu'il ait réalisé certains progrès, le Canada continue d'accuser un retard par rapport à plusieurs pays développés.

Défis :

- Stagnation du Canada en 15^e place—sous la moyenne—des pays de l'OCDE pour ce qui est des dépenses en R-D;
- Concentration des entreprises faisant de la R-D dans le Canada central; dans de nombreuses provinces, la recherche universitaire est souvent la seule R-D qui existe;
- Nombre insuffisant de nouveaux doctorats pour combler les besoins de l'industrie et des établissements postsecondaires;
- Besoin d'indicateurs pancanadiens sur les résultats et les effets de la R-D sur le plan des politiques;
- Besoin d'évaluer les avantages et les effets du transfert des connaissances de l'EP à l'industrie.

UNE CITOYENNETÉ ACTIVE ET EN BONNE SANTÉ

Les études menées commencent tout juste à analyser les avantages sociaux associés à l'EP. Les quelques indicateurs disponibles révèlent que des études supérieures plus poussées donnent lieu à une gamme variée d'avantages sociaux.

Des citoyens productifs, actifs et en bonne santé qui vivent dans des collectivités tolérantes et socialement stables où le taux de criminalité est peu élevé représentent un avantage concurrentiel aussi important que toute autre variable présente dans des économies et des sociétés dynamiques. Les entreprises se fondent souvent sur ces facteurs pour choisir des endroits où s'installer. De même, les travailleurs étrangers qualifiés et mobiles se tournent vers des pays et des collectivités qui sont sûrs et dynamiques sur le plan culturel et qui accueillent la diversité. À mesure que s'intensifie la dépendance du Canada à l'égard d'immigrants hautement qualifiés pour pouvoir répondre aux demandes du marché du travail et aux besoins de croissance de sa population, une plus grande tolérance envers la diversité deviendra non seulement de plus en plus souhaitable mais aussi essentielle à la cohésion sociale. La santé

physique des citoyens, élément important compte tenu du vieillissement de la population canadienne et des pressions croissantes qu'il exerce sur son système de santé, et la vigueur de la démocratie canadienne sont également étroitement liées au niveau d'instruction postsecondaire atteint.

Malgré les avantages associés à une population instruite, l'écart entre les « nantis » et les « non nantis » ne cesse de croître. Ceux qui ont peu de compétences en lecture et en écriture, peu d'instruction et de qualifications professionnelles sont laissés pour compte. Les communautés d'apprentissage seront appelées à combler cet écart et à assurer la croissance économique et la cohésion sociale à l'avenir.

Défis :

- Pas d'objectifs définis pour renforcer le capital social au moyen de l'EP;
- Il faut évaluer l'impact des avantages sociaux associés à l'EP.

UN ENSEIGNEMENT POSTSECONDAIRE ET UNE FORMATION DE QUALITÉ

Le Canada possède actuellement un des taux de participation à l'EP les plus élevés au monde. Cependant, il est impossible de tirer des conclusions objectives ou rigoureuses à propos de la qualité de l'EP au Canada, car il n'existe que des indicateurs indirects et subjectifs. L'absence totale de processus nationaux d'accréditation des établissements postsecondaires comme ceux en place aux États-Unis empêche les apprenants canadiens de porter un jugement indépendant sur la qualité d'une université ou d'un collège, et nuit également au marketing international de ces établissements, ce qui pourrait les inciter à chercher l'accréditation d'organismes américains.

La plupart des pays d'Europe de même que l'Union européenne ont mis sur pied des systèmes d'assurance de la qualité qui prévoient des mécanismes d'évaluation de la qualité des qualifications. Il faudrait mener régulièrement des sondages adaptés aux réalités canadiennes, semblables au *National Survey of Student Engagement* et au *Collegiate Learning Assessment* américains, afin d'évaluer l'efficacité et la « valeur ajoutée » de l'apprentissage au Canada et de mesurer la rentabilité de nos dépenses pour les étudiants et les contribuables canadiens.

Défis :

- Absence d'indicateurs directs et objectifs de la qualité et de l'efficacité de l'EP;
- Absence de processus d'accréditation et d'assurance de la qualité à l'échelle nationale;
- Problèmes liés au corps enseignant : croissance limitée, démographie et priorité à la recherche;
- Nécessité de mieux comprendre la dynamique des abandons et des réussites en EP.

« [...] les Canadiens ont besoin de programmes d'éducation postsecondaire de premier ordre ayant un meilleur rapport étudiants–professeur, de plus de professeurs qualifiés, d'équipement et de logiciels à jour dans les collèges et les universités ainsi que dans leur milieu de travail. Par ailleurs, pour attirer les étudiants les plus doués et produire des diplômés dotés de compétences de pointe, les programmes et les établissements d'éducation postsecondaire doivent se comparer favorablement à ceux de nos concurrents internationaux. »

Conseil de la Fédération, *Guide d'entretien du Sommet : l'avenir de l'éducation postsecondaire et de la formation professionnelle au Canada*, janvier 2006.

POSSIBILITÉ D'ACCÈS POUR LES CANADIENS

Le Canada se classe constamment aux trois premiers rangs parmi les pays de l'OCDE pour ce qui est du taux de participation, du niveau de scolarisation et de l'investissement en tant que pourcentage du PIB, ce qui indique que l'EP est relativement accessible au Canada. On a augmenté le nombre de places disponibles, créé de nouveaux instituts, collèges et universités et institué ou amélioré des crédits d'impôt, des prêts étudiants et des incitatifs à l'épargne pour rendre l'EP plus abordable. Pourtant, de nombreux Canadiens s'inquiètent au sujet de l'abordabilité et de la souplesse de l'EP, de même que de sa capacité à répondre à leurs besoins.

Défis :

- Nécessité d'investir davantage dans l'apprentissage à distance et virtuel afin de rendre l'EP plus accessible et d'améliorer l'expérience pédagogique;
- Aucun système uniforme de transfert de crédits au Canada, contrairement à de nombreux autres pays;
- Absence de données sur les collègues, ce qui nuit à l'analyse des problèmes et des possibilités en EP;
- Nécessité pour le Canada de participer pleinement à des exercices de comparaison internationale;
- Besoin de pratiques uniformes pour l'évaluation et la reconnaissance des acquis;
- Nécessité d'établir des mesures nationales de la capacité des établissements.

Le Conseil canadien sur l'apprentissage a commandé au printemps 2006 un sondage d'opinion afin de jauger l'attitude des Canadiens envers l'EP. Interrogés sur l'accès des étudiants qualifiés, 59 % des participants ont répondu qu'un grand nombre d'étudiants qualifiés n'ont pas la possibilité de faire des études postsecondaires. La majorité des répondants (52 %) ont mentionné comme priorité un meilleur accès à l'éducation postsecondaire.

PARTICIPATION ET SUCCÈS DES GROUPES SOUS-REPRÉSENTÉS

Le Canada a enregistré des progrès substantiels pour ce qui est d'accroître les taux de participation des groupes sous-représentés, particulièrement chez les jeunes issus de familles à faible revenu ou Autochtones. Ses efforts pour rehausser la participation des femmes à l'EP ont été couronnés de succès, celles-ci étant maintenant majoritaires dans les secteurs collégial et universitaire. En dépit de ce progrès, le Canada n'a pas

« La pleine intégration au marché du travail sera nécessaire pour doter le Canada d'une main-d'oeuvre qualifiée et de citoyens instruits, éléments essentiels à la compétitivité sur la scène mondiale. »

Conseil de la Fédération (janvier 2006)

encore atteint l'égalité dans les taux de participation à l'EP. Les résultats inférieurs à cet égard débutent à l'école secondaire, là où le taux de décrochage des jeunes ruraux, des jeunes Autochtones ou de ceux provenant de familles à faible revenu est supérieur au taux de l'ensemble de la population. À l'heure actuelle, les taux de décrochage au Canada sont encore relativement élevés en comparaison avec ceux d'autres pays.

Un bilan positif – Un avenir incertain



Les Canadiens n'ayant pas terminé leurs études secondaires se heurteront à des problèmes de transition s'ils décident plus tard de poursuivre leur formation. Ils risquent également le chômage au sein d'une économie moderne fondée sur le savoir.

Défis :

- Augmentation du taux de participation à l'EP moindre chez les hommes que les femmes;
- Nécessité d'élaborer et de recueillir des données de séries chronologiques pour suivre l'évolution des tendances en ce qui concerne la participation des groupes sous-représentés à l'EP; une information exhaustive sur l'évolution des taux de décrochage et les caractéristiques des groupes sous-représentés est cruciale;
- Augmentation de la participation de ces groupes essentielle pour répondre à la demande du marché du travail.

L'APPRENTISSAGE TOUT AU LONG DE LA VIE

Les concepts de l'apprentissage « tout au long de la vie » et « qui affecte tous les domaines de la vie » sont reconnus comme de nouveaux incontournables. L'ancien modèle de cheminement rigide « école, travail, retraite » est inadéquat et ne cadre pas avec la réalité canadienne compte tenu du rythme incessant du changement qui caractérise l'économie et la société du XXI^e siècle.

Neuf millions de Canadiens adultes lisent et calculent mal, alors que ces compétences sont le fondement des études postsecondaires et la norme minimale pour la plupart des nouveaux emplois. Le soutien de l'employeur à l'éducation et à la formation des adultes est plus faible au Canada que dans d'autres pays de l'OCDE. Seul un travailleur canadien sur trois a participé en 2002 à un programme officiel de formation liée à l'emploi; de ceux-ci, les hommes, les cols blancs et les personnes ayant déjà fait des études postsecondaires ont reçu le plus de soutien.

Il existe une inadéquation entre les besoins d'apprentissage et d'acquisition de compétences de millions de Canadiens d'une part et la disponibilité de cours pour adultes et de possibilités de formation d'autre part. L'OCDE a constaté que l'incohérence des programmes et des politiques et le manque de coopération entre les paliers fédéral et provinciaux nuisent à l'information et aux possibilités d'éducation pour les adultes au Canada.

Des travaux de recherche révèlent que les sommes investies dans la littératie sont environ trois fois plus importantes que celles investies dans le capital physique pour ce qui est d'accroître la productivité. Les pays dont le taux de littératie est de 1 % supérieur à la moyenne enregistrent un taux de productivité de la main-d'oeuvre de 2,5 % supérieur à la moyenne et un PIB par habitant de 1,5 % supérieur à la moyenne.

Défis :

- 1,5 million de Canadiens ont des besoins non satisfaits au titre de l'éducation et de la formation pour adultes liées à l'emploi;
- Formation en milieu de travail plus aisément accessible dans les grandes sociétés que dans les PME;
- Coordination nettement insuffisante des programmes d'apprentissage pour adultes au Canada;
- Nécessité de mieux comprendre les modèles d'apprentissage applicables à divers groupes d'apprenants adultes;
- Besoin de partenariats efficaces pour favoriser la formation en milieu de travail ainsi que d'une participation accrue des établissements postsecondaires à la prestation de cours aux adultes.

L'EP ET LA FORMATION ABORDABLES ET VIABLES

L'abordabilité de l'enseignement postsecondaire est essentielle si l'on veut que la situation financière des apprenants ne soit pas un obstacle à l'accès à l'éducation. Le sondage commandé au printemps 2006 par le CCA indique qu'une majorité écrasante (92 %) de répondants conviennent qu'il ne faudrait pas laisser le coût des études collégiales ou universitaires empêcher des étudiants qualifiés et motivés de s'y inscrire.

Le Canada affiche l'un des plus hauts niveaux d'investissement public par étudiant parmi les pays de l'OCDE. Le fait que la part des dépenses gouvernementales de programme consacrée à l'EP soit demeurée constante au cours de la première moitié de la décennie et ait ensuite augmenté ces dernières années est éloquent. Toutefois, les frais de scolarité et d'autres coûts de l'EP ont subi des hausses considérables durant cette période.

Défis :

- Du point de vue d'un particulier, l'abordabilité constitue un obstacle à l'accès à l'EP;
- Hausse de l'endettement étudiant au cours de la dernière décennie;
- Remboursement des prêts étudiants difficile pour un diplômé universitaire sur trois;
- Niveau d'endettement semble nuire à l'accès à l'EP des groupes sous-représentés;
- Besoin de statistiques de l'Enquête nationale auprès des diplômés au sujet de l'endettement des étudiants;
- Nécessité de comprendre l'incidence de la dette sur les décisions en matière d'EP des groupes sous-représentés.

EXPÉRIENCE D'AUTRES PAYS

Bon nombre de pays ont entrepris des examens pour déterminer où se situent leurs systèmes par rapport à ceux d'autres pays. Ils veulent savoir s'ils atteignent les objectifs nationaux ou, dans le cas de l'Union européenne (UE), les normes communes pour l'Europe. Certains se sont fondés sur les conclusions de ces travaux pour lancer des réformes majeures en EP.

L'Australie, la Nouvelle-Zélande, le Royaume-Uni et les membres de l'Union européenne se sont tous fixés des buts et ont établi des repères nationaux en matière d'enseignement postsecondaire. Les pays signataires de la déclaration faite par l'UE à Bologne en 1999 se sont engagés à harmoniser la réforme de leurs systèmes d'enseignement supérieur tout en respectant les principes fondamentaux d'autonomie et de diversité. Cette convention oblige les parties signataires à concevoir et à adopter, pour l'enseignement supérieur, des paramètres communs qui leur permettraient de supprimer les obstacles à la mobilité des étudiants, tout en améliorant la qualité et l'accessibilité des études postsecondaires.

En 2005, le Secrétaire américain de l'éducation a créé la commission sur l'avenir de l'enseignement supérieur qui a pour mandat d'élaborer une stratégie nationale pour l'EP en vue de répondre aux besoins du pays en matière d'éducation. Le Canada, par contre, n'a pas encore examiné ces questions dans une optique nationale et exhaustive.

EN BOUT DE LIGNE : UN BILAN POSITIF – UN AVENIR INCERTAIN

Créer des sociétés de l'apprentissage et du savoir est devenu un enjeu dans la plupart des pays industrialisés au XXI^e siècle. Les travailleurs du savoir sont le moteur de l'innovation, assise du développement économique et social moderne. Encourager et attirer le talent est maintenant un prérequis pour aller chercher les investissements qui soutiendront et stimuleront la prospérité. Conséquemment, les systèmes d'éducation postsecondaire n'ont jamais joué un rôle aussi grand dans la création d'économies vigoureuses et durables et de sociétés progressistes.

La question n'est pas de savoir si le Canada est bien servi par ses établissements d'enseignement postsecondaire; après tout, il est considéré comme un chef de file mondial dans de nombreux domaines. Toutefois, un bon classement international dépend autant de l'organisation et de la cohérence du système que des comparaisons entre établissements ou de la concurrence.

Tous les autres pays auxquels le Canada peut se comparer s'intéressent de plus en plus à une analyse documentée du rendement, de la qualité, des progrès et des résultats. Certains pays, même ceux qui ont des systèmes fédéraux assez semblables à celui du Canada, ont des mécanismes transparents et plus formels qui énoncent des buts et objectifs spécifiques pour l'ensemble du pays et disposent aussi d'outils de suivi des progrès accomplis.

Pour réussir au XXI^e siècle, le Canada doit :

1. Formuler un ensemble de buts et d'objectifs explicites bien définis pour l'EP au niveau national;
2. Élaborer des indicateurs et des mesures permettant l'évaluation continue du rendement et des progrès au niveau national;
3. Mettre sur pied des mécanismes au niveau national pour accomplir les tâches précédentes.

L'ENSEIGNEMENT POSTSECONDAIRE AU CANADA

Un bilan positif – Un avenir incertain

PRIORITÉS

- **Améliorer et surveiller l'équilibre entre l'offre et la demande sur le marché du travail** en portant une attention particulière à la pénurie de travailleurs spécialisés.
- Analyser en profondeur le **paradoxe apparent entre le taux élevé d'instruction supérieure et le faible taux de littératie**.
- **Explorer diverses façons d'amener les employeurs à soutenir davantage l'éducation des adultes et d'inciter les établissements postsecondaires à les y aider**.
- Concevoir une **approche nationale** cohérente et coordonnée en matière d'**accréditation, de transfert des crédits, de reconnaissance des titres et compétences et d'évaluation des acquis**.
- Concentrer les efforts sur les **taux et les tendances de participation, de persévérance et de diplomation**, surtout chez les groupes sous-représentés.
- Élaborer des **indicateurs pour mesurer les avantages sociaux** de l'EP en vue d'en démontrer le caractère rentable.
- Cerner les priorités qui pourraient le mieux **répondre aux besoins des apprenants adultes**.

Les investissements des contribuables canadiens dans l'enseignement postsecondaire seraient nettement plus rentables si on détenait les données et on se dotait d'outils capables de mesurer les progrès et si tous les partenaires du secteur de l'éducation—gouvernements, établissements postsecondaires, employeurs, éducateurs et apprenants—se concertaient pour poursuivre des buts communs dans le domaine des études supérieures au Canada.